

Aux militants

*Gaëtan Gorce député de la Nièvre, membre du Bureau national
et Louis Gautier délégué national du PS aux questions stratégiques.*

Le site de la contribution <http://auxmilitants.hautetfort.com/>

Cher(e)s camarades,

**Le monde bouge ; notre société change : pourquoi pas la gauche ?
Là se trouve la clef de nos trois défaites consécutives à l'élection présidentielle !**

Là se trouve la clef de notre difficulté à convaincre les Français !

Depuis trop longtemps, les querelles de personnes, les ambitions de présidentiabiles, ont supplanté la réflexion collective et le débat d'idées.

Depuis trop longtemps, le Parti est géré par cooptation à travers des arrangements conclus entre des chefs de courant et de grandes baronnies locales, au détriment de la clarté et du courage politique.

La façon dont se prépare ce Congrès ne peut que conforter nos craintes. Au lieu de provoquer un renouvellement rapide des équipes, comme des idées, la direction a choisi, comme toujours, de temporiser. Or, les mêmes méthodes ne pourront produire que les mêmes résultats !

Pourtant, les Français attendent de nous un changement radical qui nous permette de retrouver un élan et d'offrir une alternative. Pour cela, il nous faut sortir de la confusion. C'est ce à quoi nous vous proposons de travailler.

Nous ne sommes soutenus par aucune grande fédération ; aucune liste de signataires médiatiques. Nous ne voulons compter que sur notre force de conviction. Nous ne voulons compter que sur votre appui, parce que nous savons qu'au fond de vous-même, vous en avez assez de cette situation qui réduit chaque militant, au mieux, au rôle de supporter, au pire, à celui de spectateur.

Cette contribution vous appelle à vous mobiliser, pour porter, par le vote militant, les changements dont la gauche a besoin !

D'abord, nous doter d'un véritable leadership

Rien ne sera possible sans une transformation radicale des modes de fonctionnement de notre parti. C'est à une rupture avec le système en place, ceux qui l'incarnent et la manière dont ils le dirigent qu'il faut procéder. Le parti ne travaille plus, ne pense plus. Il ne faut pas s'étonner qu'il ne gagne plus. La raison en est simple : le pouvoir au parti socialiste ne se renouvelle plus et l'esprit collectif s'est perdu.

Notre parti, qui rêve d'une VI^e République, a succombé depuis longtemps aux délices de la IV^e. Et si la direction reste stable, c'est au prix d'une totale inertie et d'une composition pléthorique. Ses structures, pourtant, sont encore solides : un réseau militant qui couvre tout le territoire et que l'espoir peut rassembler comme l'a montré le succès de la campagne des nouvelles adhésions en 2006 ; un nombre considérable d'élus locaux dotés d'une légitimité et d'une expertise incontestables ; une position électorale, stratégique, centrale, forte, décisive, que les échecs répétés aux élections nationales n'ont en réalité pas entamé.

Il existe donc un potentiel ! Encore faut-il le valoriser, le renforcer, l'élargir. L'enjeu est clair. C'est la reconquête et la mobilisation de ses milliers de militants, ses centaines de milliers d'électeurs en provenance du PS mais aussi du reste de la gauche et pour partie du centre, aujourd'hui en déshérence. C'est d'eux que viendra la régénération de notre parti.

L'organisation à construire devra donc être avant et par-dessus tout attractive et démocratique, c'est-à-dire le contraire d'un appareil coopté malthusien. La formule des adhérents à 20 euros a ouvert la

voie : l'adhésion peut et doit prendre plusieurs formes comme la citoyenneté moderne qui en est le fondement. A motivation différente, réponse adaptée. Une telle évolution devra s'accompagner de la création de sections thématiques, en plus des sections territoriales, pour permettre, à celles et ceux qui le souhaitent, d'apporter leur compétence, leur expérience et leur contribution à l'approfondissement de la réflexion collective. Une telle démarche supposera aussi une véritable formation de nos cadres dont un réseau devra pouvoir organiser, animer les réunions. Se dessinera alors un parti moderne, citoyen, bouillonnant à la base, offrant à ses membres une vraie capacité de mobilisation et d'expression.

Cette modernisation devra s'accompagner, comme un pendant naturel, d'une vraie démocratisation, c'est-à-dire de la mise en place de mécanismes de vote individuel, garantissant la primauté des choix des membres sur ceux des dirigeants. A la méthode surannée des motions, supposée couvrir tous les sujets, devra succéder un vote par thème, garant de la clarté des orientations politiques et de l'adhésion des membres.

D'où l'idée de transformer l'Université de La Rochelle, en conférence nationale annuelle, lieu de travail et de débat, où le poids des adhérents serait garanti par un principe simple : un représentant élu par section constituerait cette assemblée appelée à se prononcer sur la position que prendra le parti sur l'ensemble des dossiers d'actualité ou à venir. Cette démocratie semi-directe sera la meilleure manière de garantir la participation de tous et la sincérité des votes, tout en dépassant l'influence et la captation de pouvoir par les anciens courants et leurs dirigeants. Pour que le parti légal corresponde, enfin, au parti réel.

Cette rénovation, seul un leadership fort permettra de l'enclencher ; il est vain d'attendre des écuries qu'elles se réforment d'elles-mêmes. Il faut changer de logique et se doter d'un Premier secrétaire élu avant le congrès pour que sa légitimité ne doive rien aux courants, et tout aux militants qui l'auront choisi sur un contrat clair de rénovation. Mandat qu'il devra remettre à la disposition des militants après chaque élection nationale, afin de ne plus transiger avec le principe de responsabilité. En bref, le contraire de ce qui nous est aujourd'hui proposé.

Enfin, cette dynamique nouvelle devra se traduire, dès le congrès passé, par le lancement d'Assises de l'Alternative, destinées non à des états-majors à bout de souffle, mais à toutes celles et tous ceux qui, militants politiques, associatifs ou syndicaux, ou simples citoyens, veulent contribuer à rénover et à réorganiser la gauche. L'extrême gauche, ou le centre, ne peuvent constituer une menace que si le Parti socialiste renonce, par ses divisions, sa frilosité, à assumer, par un projet dynamique et une organisation novatrice, ses responsabilités.

Les solutions que nous préconisons supposent une rupture. Rupture avec les habitudes d'un parti ankylosé par ses courants, rupture par conséquent avec une règle, la proportionnelle qui ne sert plus que de prétexte à la préservation d'intérêts acquis. Cela ne signifie pas la disparition des sensibilités. Dotées d'un véritable statut, représentées dans les commissions nationales, elles contribueraient au contraire à nourrir notre réflexion. Mais leur rôle ne devra plus être étendu à la sélection des candidats, à la direction ou aux fonctions électives qui devront répondre au contraire à des critères politiques partagés : promouvoir les femmes, la diversité, en somme, le renouvellement indispensable à la vitalité d'une grande organisation.

Ensuite, dire la vérité pour agir en sincérité

Changeons aussi notre manière de faire de la politique !

À la démagogie sarkozyste, la gauche doit opposer un discours du bien commun et de l'intérêt général. Nos concitoyens sont plongés dans un profond désarroi. La défiance civique est à son comble et explosive, pour une large part, l'inquiétude que suscite toute perspective de changement économique et social, pourtant rendu indispensable par la situation dans laquelle se trouve le pays.

Notre premier devoir est de rétablir la confiance des Français dans l'action politique. Le déficit de nos comptes publics et d'abord sociaux jette un doute sur l'avenir de notre système de solidarité. Le poids de notre endettement laisse craindre aux plus modestes d'être les premières victimes des ajustements à venir. Face aux décisions à prendre, le PS a depuis des années choisi de ne pas choisir. Cette frilosité est devenue insupportable. La gauche doit au contraire se fixer pour priorité de dire la vérité et d'agir en sincérité. Elle y gagnera sa crédibilité.

Nos concitoyens sont suffisamment au fait des réalités et des difficultés du pays pour ne plus prendre pour argent comptant les promesses trop faciles ou plutôt, pour faire la part de ce qui relève de la surenchère électorale et du vrai courage politique. Prisonnière de ses clientèles, la droite s'en est éloignée.

Libérée de la foi dans le rôle messianique de la classe ouvrière, la gauche est ainsi seule à même de retrouver la logique de l'intérêt général.

Entre des nécessités contradictoires mais toutes aussi légitimes (comment assurer à la fois l'avenir des retraites, un niveau convenable de pension et la limitation des prélèvements publics qui pénalisent le pouvoir d'achat ; comment concilier l'enjeu d'une croissance plus dynamique et celui d'un développement durable ; comment arbitrer entre les besoins du court et du long terme), il n'existe plus aujourd'hui de solutions toutes faites. Ce ne sont ni les préjugés idéologiques, ni une vision binaire de la société qui devront nous guider, mais le sens de l'intérêt général par opposition à toutes les formes de lobbying, de corporatisme ou de démagogie.

C'est enfin le moyen de revivifier notre démocratie. Dans une société moderne l'émergence de l'intérêt commun ne pourra être que le résultat d'un débat organisé à multiples facettes, articulant les dimensions de la démocratie sociale, de l'intervention citoyenne et de la délibération parlementaire.

Il doit être une construction, pas un principe, ni une affirmation. Conçu comme le produit d'un processus dans lequel doivent pouvoir intervenir toutes les forces concernées et les arguments recevables, au terme duquel le politique, en transparence et en sincérité, assume la responsabilité de la décision, l'intérêt général n'a plus grand-chose à voir avec la vieille formule légitimant l'intervention de la puissance publique inventée au début de la République.

Il ne se confond plus avec la prérogative de l'État et se veut au contraire l'expression de la volonté collective d'une société riche de sa diversité et de ses questionnements. Il prend acte de la complexité des enjeux qu'il intègre ; il refuse de céder à la dictature du marché comme de l'actualité ; il vise à exprimer simplement la vérité d'une démocratie moderne.

En somme, c'est à une approche mendésiste que nous en appelons, fondée sur la pédagogie, le réalisme, le respect des citoyens et l'attachement aux valeurs morales qui sont au cœur de l'engagement politique.

Enfin, changer de visions

La gauche en arrive aujourd'hui à une nouvelle étape de son histoire. D'abord républicaine, tout au long du XIXe siècle, puis radicale et enfin socialiste, elle entre désormais dans une nouvelle ère qui suppose, comme à chaque étape, le dépassement de son identité précédente.

À chaque mutation du capitalisme, elle a su apporter une réponse appropriée à l'exigence de démocratie et de justice sociale. Au socialisme économique du XIXe siècle a succédé la sociale démocratie, que ses différentes tentatives de réformes, à travers notamment la 3ème voie, n'ont pas réussi à préserver d'un incontestable essoufflement. C'est par conséquent une voie nouvelle qu'il faut aujourd'hui inventer.

Pour y parvenir, il nous faudra d'abord changer notre vision de la mondialisation. Celle-ci reste trop souvent perçue comme une défaite symbolique. Elle constitue en réalité un formidable défi : la redistribution des cartes qui s'opère à l'échelle mondiale nous oblige à nous poser la question de la place que notre pays occupera demain. Or, la France n'est plus qu'au 12ème rang du revenu par tête de l'Union européenne. La part de ses exportations dans le commerce mondial ne cesse de régresser. Ses universités n'apparaissent plus dans le top 50 de l'intelligence mondiale. Il ne s'agit pas là d'entonner le refrain du déclin, mais de prendre conscience de la réalité. Nous ne pourrions atteindre aucun de nos objectifs de solidarité et de justice à l'intérieur, d'influence, de paix et de régulation des marchés à l'extérieur, si nous ne pesons plus d'un poids suffisant dans le rapport des forces mondiales.

C'est cette ambition que la gauche doit assumer. Sa réponse aux changements du monde ne peut être ni la résignation, ni le repli nationaliste mais la construction d'un projet offensif qui mette au cœur l'innovation, le changement, le projet européen et l'ouverture sur le monde. **Internationalistes hier, nous devons être mondialistes aujourd'hui, ce qui implique aussi de reconnaître que l'État-Nation, aujourd'hui encore seul cadre d'expression démocratique et seul garant du contrat social, a un rôle majeur à jouer en interne, c'est une évidence, mais aussi sur la scène internationale face aux violences et aux dérégulations.**

C'est dans ce contexte que nous devons aussi changer notre vision de l'Europe. La construction européenne est à la fois en panne et en crise. On ne peut sortir de cette impasse en tournant le dos aux sentiments du citoyen-électeur, qui exprime sa réticence à l'égard des orientations prises par l'Union.

Les dirigeants politiques de l'Europe sont en grande partie responsables de cette désaffection. Ils n'ont pas su accompagner par des efforts d'explication et d'encadrement l'impact des derniers élargissements, quand ils ne se sont pas défaussés de leurs responsabilités sur le dos de la technocratie bruxelloise. **On ne pourra relancer l'Europe en s'obstinant sur la seule réforme des institutions,**

au demeurant peu intelligible et secondaire pour les électeurs, ni en minant par des conflits récurrents, notamment franco-allemand, le cœur de la construction européenne. Il faut relancer l'Europe par des projets politiques, sur l'immigration, la politique agricole, l'énergie, la défense. En privilégiant des solutions de coopération, limitées si nécessaire aux seuls États volontaires, non dans une logique de noyau dur, mais de groupes pionniers permettant une intégration politique plus forte des États qui le souhaitent.

L'Europe a un rôle central à jouer dans la garantie de la sécurité internationale. À cet égard, le PS a manqué le rendez-vous de la sécurité intérieure dans les années 1990, il ne peut rater celui de la sécurité internationale quand les enjeux s'interpénètrent aujourd'hui. Cela veut dire qu'il doit mettre au premier plan son engagement au sein du PSE, promesse toujours renouvelée et jamais concrétisée !

Il nous faut enfin changer notre vision de la société et cesser de voir dans la montée de l'individualisme, l'adversaire de la solidarité. La gauche ne doit être prisonnière d'aucun système, ni d'aucune institution, mais garder toujours comme priorité le respect de l'individu et la justice sociale. Cette demande n'a jamais été aussi forte. Elle ne peut être satisfaite par la seule augmentation de l'impôt et de la dépense publique.

Elle appelle au contraire une vraie réforme de l'État, de notre service public et de notre système de protection sociale pour garantir leur efficacité, c'est-à-dire que les objectifs d'égalité des chances de redistribution et de solidarité qui leur sont fixés constituent toujours le cœur de leur organisation et de leur fonctionnement. Nous devons avoir conscience que notre société s'est bloquée, figée, et que nos concitoyens ont la conviction que leur destin est écrit une fois pour toute, brisant la promesse républicaine de l'égalité des chances. L'enjeu est donc de remettre notre société en mouvement et de revoir nos politiques autour de cette ambition. Notre stratégie ne peut se limiter à défendre notre système social. Nous devons au contraire nous faire les artisans de sa réforme. C'est la meilleure garantie de son avenir.

Cette vision de la société doit nous conduire à prendre en compte les nouveaux visages de la France dans sa diversité ; à reconsidérer l'enjeu des libertés face à l'apparition de nouveaux systèmes de surveillance. La fermeté à l'égard de toutes formes de menace, de la lutte contre la délinquance à la prévention du terrorisme doit s'accompagner d'une vigilance et d'un contrôle démocratique accru. Libertés et sécurité sont indissociables. **C'est la citoyenneté, dans toutes ses composantes, mélange de droits et de devoirs, de responsabilités et de sûreté, qu'il faut réveiller.**

Telles sont les raisons qui nous ont conduit à vous présenter cette contribution. Nous le faisons en toute liberté, affiliés à aucune chapelle, ne dépendant d'aucun leader. C'est cette liberté qui nous conduit à revendiquer pour notre parti et pour la gauche du courage et de la clarté. Renoncer aux préjugés, aux visions toute faites, ne plus céder aux seules préoccupations de pouvoir pour entamer une rénovation en profondeur de notre projet politique et une réorganisation radicale de notre organisation : voilà la seule ambition qui nous porte et à laquelle nous vous invitons à vous associer.

*Gaëtan Gorce député de la Nièvre, membre du Bureau national et Louis Gautier délégué national du PS aux questions stratégiques.
Le site de la contribution <http://auxmilitants.hautetfort.com/>*

